

L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans
Journal Hebdomadaire
Fondé le 19 Septembre 1827
Publié par le Times-Picayune Publishing Co. au Times-Picayune Building
Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La.
Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La.
Par mois \$2.00
Par trimestre \$5.00
Par an \$18.00
En avance \$19.00
Par la poste en France, un an \$25.00

CELLE QUI A TORT D'AVOIR RAISON

C'est la France. Vous l'avez deviné. Elle a raison de demander qu'on lui paye ce qui lui revient en vertu du traité de Versailles, et elle a tort de réclamer son dû, parce que son droit diminue la valeur du gage que ces messieurs les banquiers internationaux exigent pour consentir à l'Allemagne l'emprunt, dont le premier résultat serait d'amener une consolidation puis une hausse du mark: donc un gros bénéfice pour les dits banquiers.

Il y a quelque chose de révoltant dans l'attitude de cette assemblée de profiteurs de guerre, qui vient nous dire, elle aussi, après tant d'autres: "Réduisez votre créance sur l'Allemagne si vous voulez que nous lui consentions un emprunt. ... Vous protestez? ... Mais oui! Nous savons! ... Vous l'avez déjà réduite... Très souvent... C'est encore entendu... Vous avez consenti de lourds sacrifices. ... Bien cela... Continuez. Il n'y a que le premier pas qui coûte... Peu de chagrin! ... Comprenez pas... Ah oui! Roman de Balzac? ... Vous vous plaignez de ce que votre créance ailé chaque jour se réduisant?... Faites donc contre fortune bon cœur! ... Sachez vous sacrifier, vous en avez d'ailleurs l'habitude, et dites-vous, pour vous consoler, ce que fait le malheur des uns fait le bonheur des autres et que votre déficit est la rançon de notre fortune."

Hypocrisie insoutenable que celle qui consiste à vouloir que nous fassions les frais de l'opération de l'emprunt, en abandonnant une part nouvelle de notre créance, tandis qu'on nous réclame le paiement, intérêt et capital, de la créance qu'on a sur nous! Hypocrisie intolérable que de parler toujours des difficultés économiques qu'on traverse soi-même sans vouloir considérer un instant celles où se débat le voisin! Que l'Angleterre, que les Etats-Unis, que l'Italie, que la Suisse soient dans une "passe" difficile, l'en tombe d'accord; mais qui donc soutiendra que notre commerce et que notre industrie sont prospères?

Je viens d'étudier d'un peu près une statistique du trafic des ports français en 1921. Les renseignements que nous fournit le service central des ports au ministère des Travaux publics ne sont pas faits pour nous réjouir, je vous assure. Jugez-en, au surplus. En 1913, Marseille enregistrait un poids total de marchandises, entrées ou sorties, de 8,938,600 tonnes; en 1920, ce poids est tombé à 6,026,700 tonnes, en 1921 à 5,016,600 tonnes. Aux mêmes dates, Le Havre est passé de 8,668,400 tonnes à 4,490,900 pour retomber à 2,983,200 tonnes; Bordeaux, de 4,605,400 tonnes à 4,406,900 et 2,906,900; Saint-Nazaire, de 1,743,100 en 1913, à 1,818,600 en 1920, et 845,400 en 1921; Caen, de 4,111,700 à 1,024,300 et 769,700; Calais a vu entrer ou sortir 1,119,200 tonnes en 1913 et 554,000 seulement en 1921, etc. Dans l'ensemble, en 1913, le mouvement général de nos ports fut de 38,700,100 tonnes, et de 25,118,300 en 1921, soit une diminution de 13,581,800 tonnes! Voilà ce qu'il faut qu'on sache en Grande-Bretagne, et aussi qu'une partie considérable de notre flotte de commerce se rouille, inutile, dans nos bassins.

—La crise économique est moins grave chez vous que chez nous, répondent les Anglais. Nos chômeurs sont infiniment plus nombreux que les vôtres! —D'accord; mais prenez-vous-en à votre change et n'oubliez pas que bon nombre de nos ouvriers sans travail, surtout dans les petits centres industriels, sont purement et simplement retournés à la terre. "Notre industrie stagne, périlleuse... Savez-vous l'une des grandes raisons du marasme ou elle se débat? C'est votre attitude. Car votre attitude dans l'exécution des clauses des réparations inscrites au Traité est telle qu'elle encourage les imperialistes et les nationalistes d'outre-Rhin à résister, à disputer, à refuser le paiement des justes réparations qui nous sont dues, si bien que, dans ces conditions, nous sommes obligés de faire nous-mêmes les avances des sommes nécessaires à la reconstruction, et qu'ainsi toutes nos disponibilités sont absorbées par l'Etat ou les organismes officiels, sous forme d'emprunts, de bons du trésor, d'obligations du Crédit National, des houillères, des établissements métallurgiques, alors que, vous, Anglais, vous, Américains, vous employez les vôtres à développer vos moyens de production, à acheter dans le monde des éléments de matières premières, à spéculer sur le mark et à raffler à bon compte les titres des sociétés des pays à change avarié.

"Jetez un coup d'oeil sur le gros volume in-quarto qui a publié sous

une couverture bleue ce bon M. de Lasteyrie, ministre des Finances de la République française. Lisez l'exposé des motifs de ce "Projet de loi, présenté à la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1923." Vous y trouverez bien des précisions qui vous laisseront rêveurs et ne manqueront pas de semer un peu de trouble dans vos idées trop arrêtées. Savez-vous, par exemple, que de 1913 à 1921 la France a été obligée de se créer 255 milliards 255 millions de ressources exceptionnelles, dont 30 milliards 451 vous sont dus, amis Américains, et 15 milliards 337 millions, amis Anglais? Savez-vous bien que, pour notre seule dette publique, alors qu'en 1913 nous n'avions à payer que 1 milliard 355 millions d'intérêt, il nous a fallu trouver, en 1922, 13 milliards 191 millions? Savez-vous que la diminution de nos dépenses de défense nationale est au moins aussi grande que celle de l'Angleterre, de l'Italie ou de l'Amérique? "Ne prêtez pas l'oreille aux propos suspects d'un Daily Herald ou même d'un Manchester Guardian, d'une Daily Chronicle, des Daily News. "La politique de la France lui vaut l'isolement." Imprimez en manchette cette dernière feuille. "La France rend impossible l'emprunt à l'Allemagne," tel est le titre de la Daily Chronicle et elle déclare: "Que pouvons-nous faire pour elle si elle nous hurte à tout propos?" "Il ne peut y avoir d'emprunt parce que l'atmosphère est défavorable," déclare le communiste Daily Herald, et il ajoute: "L'atmosphère est empoisonnée par l'appât de vengeance de la France et par sa haine féroce et fanatique de la paix... Les Français préfèrent prolonger l'agonie de l'Europe plutôt que de renoncer au fantôme des indemnités de Versailles..." Quant au Manchester Guardian, il souhaite que la France soit peu à peu amenée à renoncer "à ce qu'en aucun cas elle ne saurait obtenir," et il pose le problème d'une façon nette: "Il faut choisir, dit-il en substance, entre les intérêts du commerce et la France; et, la question étant ainsi posée, la feuille radicale n'hésite pas à affirmer son sentiment, qui ne lui fait pas honneur: "Rien ne permet d'espérer un changement de politique de la part de la France, lions-nous dans le numéro du 8 juin. Il faudrait acheter, à un prix que la France ne veut pas payer, l'emprunt qui lui donnerait plus d'argent liquide qu'elle ne peut espérer en obtenir par d'autres moyens... Une renonciation formelle (qui ne serait qu'une renonciation à ce que la France ne peut obtenir en aucun cas) est nécessaire pour que la paix existe en Europe ou pour que le commerce ait une base de confiance suffisante..."

Voilà donc le point de vue de certains porte-parole de la "gauche" anglaise. Alors que les socialistes indépendants d'Allemagne reconnaissent l'obligation morale comme l'obligation matérielle de "réparer" où se trouve leur pays; alors que tous les fidèles du régime impérial, tous les militaires, tous les hobereaux, tous les magnats industriels prussienisés, insistent au contraire contre cette obligation et prétendent, sous les prétextes les plus divers, ne rien payer, c'est à la politique de résistance, de violence, de réaction qu'une partie de la gauche anglaise se rallie. C'est la France, et c'est la justice qu'elle sacrifie parce que "cela est nécessaire pour que le commerce ait une base de confiance suffisante." Quelle haute leçon de probité politique!

Heureusement, tout le monde ne pense pas ainsi outre-Manche. Nombreux sont ceux qui aperçoivent "les dangers de l'esprit mercantile" que je dénonçais à cette place en un article écrit le 19 août 1921. Je montrais alors les graves conséquences que ne manqueraient pas d'avoir telles paroles imprudentes prononcées par le Premier anglais; celles-ci, par exemple: "L'Allemagne est actuellement épuisée et languissante... L'heure est venue d'alléger graduellement le fardeau qui pèse sur elle!" Et j'ajoutais alors: "Qu'importe que la France exsangue soit ruinée, puisque l'intérêt des financiers, amis de M. Lloyd George, est que les affaires marchent en Allemagne!" Plus loin je montrais que "cet esprit mercantile, qui, de toutes parts, investit M. Lloyd George, offre pour nous, Français, et pour la paix du monde, les plus graves dangers..." pour l'Angleterre même, puisqu'il pousse bêtement au relèvement d'un concurrent redoutable, ou mieux, du plus redoutable des concurrents que l'industrie et le commerce britanniques aient jamais rencontrés avant la guerre.

Qu'on n'aille pas dire que les hommes d'affaires qui, pour prix de l'emprunt, prétendent nous imposer de ruineuses conditions, ne sont pas au courant de notre situation financière. Ce serait faux. Le seul article publié par le Times du 7 juin suffirait à leur ouvrir les yeux. Mais alors, j'ai le droit de me retourner vers eux et de leur dire: "Quel jeu jouez-vous donc? Vous savez que, malgré la dette de guerre qui nous écrase, nous avons avancé 80 milliards à l'Allemagne; vous savez qu'aujourd'hui nous devons verser annuellement 13 milliards d'arrérages et que, chaque année, cette somme s'accroît. Vous savez que, parce que l'Allemagne ne paye pas, elle, nous avons vu le budget de 1923 un déficit de 4 milliards qui, lui aussi, ira croissant. Vous savez tout cela et vous prétendez nous forcer une fois de plus, par une sorte de chantage à

l'emprunt, à consentir à une amputation nouvelle de notre créance, c'est-à-dire nous acculer à la faillite?... Quel jeu jouez-vous donc?... Est-ce ceci que vous cherchez: la faillite, l'écrasement du franc, l'eau trouble favorable aux pêcheurs fructueuses, la panique financière où, grâce au change, vous rafflez à vil prix meubles et immeubles?... Après l'Austrie et l'Allemagne, la Russie, après la Russie, la France, c'est en vérité un beau programme; mais nous vous disons: "Halte-là! Nous que nous conceptions pas un centime de réduction sur les états de paiements, arrêtés à Londres, sans obtenir en échange une diminution égale de nos dettes envers vous."

LE SEUL MOYEN DE REPEULER LA FRANCE

Pourquoi le fils unique resterait-il plus longtemps à la caserne que le fils de famille nombreuse? Est-ce sa faute, s'il est fils unique? Ses parents lui ont-ils demandé son avis lorsqu'ils ont songé à limiter leur reproduction? Je trouve qu'il est souverainement injuste d'imposer un supplément de service militaire à un jeune épaulé sous prétexte qu'il n'a ni frère ni sœur. Ce n'est pas parce que les parents ont mangé des pommes vertes que leur fils doit en avoir les dents agacées... Nul ne doit être rendu responsable d'une situation qu'il n'a pas créée. Croit-on que cette brimade arbitrairement infligée aux fils uniques décidés les couples français à cesser cette grève qui menace de dépeupler la France? Je n'imagine pas du tout Monsieur et Madame se disant, après avoir lu le texte de la nouvelle loi militaire: —Dépeuplons-nous d'avoir encore quatre enfants... Sinon notre pauvre garçon n'y coupera pas de ses six mois de rabiot!... Au contraire, j'ai grand'pitié pour maints jeunes époux qui raisonnent comme ceci: —Nous voulions avoir un fils, mais puisqu'il risquerait d'être gardé à la caserne plus longtemps que les autres, nous préférons lui éviter cet embêtement: nous renonçons à notre projet, nous n'aurons pas de fils du tout! Non, il n'y a qu'un moyen de faire concourir la nouvelle organisation militaire à la grande œuvre de la repopulation, ce qui, d'ailleurs, est un véritable tour de force; car, d'ordinaire, il y a incompatibilité absolue entre l'art de tuer les gens et celui de les multiplier. Ce moyen, je l'ai indiqué jadis ici même sous forme d'un texte de loi basé sur ce principe assez juste: seuls les coupables doivent être l'objet de sanctions. Voici mon petit texte: Article 1er.—Tous les Français sont astreints au même service militaire. Article 2.—Cependant: (a) Les soldats libérés qui, à l'âge de 30 ans, sont surpris en flagrant délit de célibat, seront rappelés à la caserne pour un an. (b) Tout homme qui, à l'âge de 35 ans, ne pourra pas prouver qu'il est père de trois enfants au moins, sera rappelé sous les drapeaux pour trois ans. (c) Tout vieux garçon ayant passé la quarantaine sera versé d'office dans un régiment d'infanterie coloniale et maintenu en activité sans limite d'âge. Ne croyez-vous pas, cher monsieur Maginot, et vous, monsieur le professeur Pinard, que ce petit système améliorerait rapidement les statistiques de la natalité française? —Et la liberté? me direz-vous. —Quelle liberté? —La dernière que nous avons, celle dont nous jouissons quand nous avons fermé la porte de notre chambre à coucher? —Vous me faites rire: quand il est question de service militaire, que venez-vous me parler de liberté? —Et puis "Salus populi suprema Lex esto," ce qui peut à la rigueur se traduire par: "Aux grands maux, les grands remèdes."—Clément Vautel.

PAUVRE IRLANDE!

Est-ce que nos bons amis Irlandais ne voient pas l'abattoir où les mènent leurs extrémistes? Comment! l'Angleterre, après trois siècles de persécutions, finit par leur offrir une large autonomie nationale, un Parlement irlandais à Dublin, un ministère irlandais à Dublin, une ardeur territoriale irlandaise, des tribunaux irlandais, le droit reconnu de se gouverner eux-mêmes, tout comme le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie. Parce que le point nord de l'Ile, l'Ulster, où les conquérants protestants anglais, installés au 17ème siècle au temps de Cromwell—lors de la Vendée irlandaise—constituent la majorité, reste hors de l'Etat libre irlandais et garde un petit Parlement local à Belfast; parce que le gouvernement irlandais doit accepter le contrôle de la flotte britannique sur ses côtes et un représentant de la Couronne à Dublin—personnage honorifique—voilà M. de Valera et ses extrémistes qui émettent la pré-

tention de continuer l'insurrection, de proclamer une République irlandaise complètement indépendante et d'y incorporer de force l'Ulster! Je comprends très bien que le peuple irlandais, après tout ce qu'il a enduré de l'Angleterre, renferme dans son sein des hommes ulcérés, exaspérés, excités par la méfiance et la vengeance qui versent dans l'extrémisme. J'admets même qu'en droit absolu, ils puissent revendiquer l'Ulster comme partie intégrante de leur Ile, et obliger la minorité protestante et britannique à accepter la loi de la majorité catholique irlandaise. Mais il faut avoir perdu complètement la notion des réalités pour ne pas voir à quelles catastrophes les extrémistes irlandais conduisent leur malheureux pays. D'abord ils livrent la minorité catholique de l'Ulster au fanatisme déchaîné des protestants britanniques et à leurs sanglantes représailles; les massacres continuent d'Irlande à Belfast, l'abominable attaque d'un hôpital catholique l'autre jour dans la capitale de l'Ulster, devraient pourtant leur montrer sur quelles victimes innocentes retombent leurs actes de terrorisme à eux et leur folle intrépidité. Ce n'est pas tout. Depuis quatre ans ils font une guerre de partisans contre les forces de police anglaises dans l'Ile. Ils sont fiers des procès-verbaux de leur armée républicaine dont la vaillance est incontestable. Mais, leur armée, composée de bandes courageuses mais mal outillées, n'a pas la prétention de tenir devant l'armée anglaise dès que la Grande-Bretagne finira par perdre patience? M. Lloyd George, avec son vieux fond de radicalisme humanitaire, manœuvré depuis trois ans pour faire des concessions et empêcher les furieux du parti conservateur anglais de se jeter sur l'Irlande. Mais il est manifeste qu'il est au bout des concessions possibles, qu'aucun gouvernement britannique ne tolérera une séparation complète de l'Irlande, que toute tentative poussée à fond pour établir une République irlandaise indépendante sera considérée comme une révolte contre l'empire britannique et que les forces de la Couronne ne feront qu'une bouchée de la pauvre armée irlandaise. Et l'opération se fera dans des conditions telles qu'après les énormes concessions de l'Angleterre, c'est elle qui paraîtra avoir le beau rôle, dans la circonstance, devant l'opinion publique mondiale, alors que jusqu'ici elle faisait figure de tyran et d'oppresseur. Quand on voit un peuple qui a tant souffert risquer de perdre, par la folie et le fanatisme de ses extrémistes, la quasi-indépendance à laquelle il touchait presque, n'est-ce pas un devoir de conscience pour tous ses amis de lui crier casse-cou?

LA DETRESSE

DE LA SUISSE ROMANDE; SES HABITANTS ONT TROP D'OR

Ni l'or ni la grandeur ne nous rendent heureux. Notre chère voisine et reine de la Société des nations, Genève la franco-suisse et ses ours du Léman, Lausanne, Montreux et toute la Suisse romande en réalisent pour l'instant, bien malgré elles, la cruelle expérience. Les grandes cités hôtelières d'outre-Jura sont vides et pauvres. Et pourtant elles sont gorgées d'or! Quelle leçon pour les hommes dont la suprême et plus dangereuse illusion est d'attribuer une valeur intrinsèque et souveraine à l'or "maître du monde." Lorsque vous arrivez à Genève, votre premier soin est d'échanger contre de la bonne monnaie suisse la mauvaise monnaie française qui vous encombre et ne saurait seulement vous procurer un ticket de tram. —Voilà 100 francs. Donnez-moi ce qui me revient au cours du jour. —Vous avez de la chance. Ça fait 47 fr. aujourd'hui. Hier, vous auriez eu moins... Et l'hôtelier, mué en changeur obligatoirement dès que les portes de la fermeture des banques et agences, vous aligne deux beaux louis français—oui parfaitement—et de la menu monnaie suisse, assise ou debout. Les deux beaux louis vous éberlue. Quo, est-ce bien là cet or français qui provoquait jadis notre orgueil de banquiers du monde? Serait-il ravalé par hasard au simple rôle de devise étrangère? Vous demeurez tremblant devant et vous demandez, osant toucher à peine à cette richesse dont vos yeux se sont déshabitués. —De l'or? De l'or français? Vous en avez beaucoup? Simplement, sans fanfanterie, comme quelqu'un qui a l'habitude d'en voir, le caissier ouvre son tiroir. —Voilà... Autant que nous voulons... et même plus. D'ailleurs, ça ne nous rend pas plus riches! —Comment cela? —Dame! Malgré la baisse de nos prix, il n'y a personne ici. Pas de clients, pas de commerce, la misère, quoi! Vous n'acceptez pas volontiers comme propositions évangéliques ces paroles qui vous semblent dictées par le plus habile esprit mercantile: ce plaindre pour recevoir. Mais votre éducation est bientôt faite: il suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles. Les rues sont désertes, les hôtels vides, les maisons à vendre, les appartements à louer, les terrasses des cafés privées de consommateurs, les restaurants hantés à peine par quelques Français de passage. En vain, les patrons, les gérants et les employés s'efforcent-ils aimablement autour de la rare clientèle; en vain, les prix affichés se font-lit tentateurs, avec des allures d'avant-guerre: 5 francs le bon repas, 0 fr. 35 le café filtre, 6 francs la chambre quasi luxueuse; rien n'y fait. Genève et ses sœurs sont désertes. C'est qu'avec le change, tout s'explique. Notre Français, arrêtant ses comptes le soir, s'aperçoit qu'il a, malgré les prix surbaissés, dépensé 60 francs dans sa journée. En dépit des jolies dactylos de la Société des nations qui gardent le sourire, les Genevois sont navrés. Que ne donneraient-ils pour voir partir un peu de cet or qui fait leur malheur! Cette situation ne serait pas autrement curieuse si elle ne se compliquait du dualisme fédéral. Tandis que la Suisse romande cherche en vain, par des tarifs raisonnables, à reconquérir sa clientèle française, la Suisse allemande; Lucerne, Zurich, Berne, Bâle, maintient ses prix forts pour une clientèle anglo-saxonne qui a le droit de s'offrir tous les luxes avec la livre et le dollar chers. L'anglais et l'Américain qui voyagent ne trouvent-ils pas toujours, par l'injuste échelle des changes, un bénéfice sur leurs dépenses quotidiennes au foyer? Donc, les prix en Suisse allemande sont le double des prix en Suisse romande, et comme les deux sont à égalité devant l'achat, devant l'impôt, devant tout ce qui constitue la dépense obligatoire, il s'ensuit que cette malheureuse Suisse romande, qui nous fut tant secourable, se ruine au profit des autres cantons. La victorieuse France a entraîné dans son désastre ses meilleurs amis. Quand verrons-nous enfin luire l'aurore de cet arrangement financier que nous promettons, sans tenir, les conférences internationales? Le monde civilisé a besoin de retrouver son équilibre.—José Germain.

Berlin.—Six personnes ont été tuées dans une grave rencontre qui s'est produite, lundi dernier, entre des civils et des troupes françaises à Peiskratsham, près d'Oppeln, en Haute-Silésie. Les soldats français défilèrent à travers la ville, quand un coup de feu fut tiré contre leur colonne. Les troupes françaises firent aussitôt halte et ouvrirent le feu. Le feu a continué pendant trois heures.

LES PIRATES EXISTENT-ILS DONC ENCORE

Paris.—Huit citoyens de la république de Géorgie seront appelés à comparaître devant la cour d'assises d'Aix-en-Provence pour répondre à une accusation de piraterie sur mer. L'affaire remonte à 1920. A huit heures du soir le 6 mai 1920 les faits suivants se sont produits à bord du vapeur français "Souriah," parti de Batoum deux heures auparavant en route pour Trébizonde. Avec un ensemble parfait deux hommes apparurent sur le pont du commandant. L'un d'eux mit en joue l'officier de quart tandis que l'autre braquait son revolver sur l'homme de service au gouvernail. Deux autres individus prirent possession de la cabine téléphonique, tandis que des coups de feu retentissaient dans les différentes parties du bateau, semant la panique parmi les passagers. Le commandant se précipita au secours de son officier en second et le trouva luttant avec quatre hommes qui se retournèrent contre lui, tandis que deux autres apparaissaient derrière. La bande s'empara alors de tous les objets de valeur des passagers, plaçant bijoux et autres valeurs dans des sacs. Le commandant se trouva alors forcé d'ordonner à l'équipage de changer de direction et de gouverner vers Khoper où les pirates s'attendaient à retrouver un canot automobile. Celui-ci toutefois ne se montra point. Le desus, le commandant fut forcé de faire descendre les barques de sauvetage et les pirates s'enfermèrent sur celles-ci emportant leur butin. Au retour des barques, le "Souriah" put reprendre son voyage vers Trébizonde le lendemain matin. Les pirates après avoir débarqué procédèrent à la distribution des dépouilles qui se montaient à 200,000 roubles pour chaque homme. Treize de ceux-ci se rendirent au village le plus proche, tandis que huit restaient dans les bois, où ils furent pris par des volontaires turcs qui les renmièrent aux autorités. Celles-ci à leur tour, les livrèrent aux autorités françaises et ils furent amenés en France pour être jugés.

L'Allemagne ne comprenant que l'argument de la force, il s'ensuit que, pour obtenir la paix, la France est dans l'obligation de rester vigilante et forte. Le premier ministre français n'a pas tort de raisonner ainsi, surtout quand il sait qu'il s'adresse, en Allemagne, un redoutable ferment de haine contre la France.

AU PAYS DES MARKS

PAR WLADIMIR D'ORMESSON

ART. II DEUXIEME LETTRE

Pas de vie aristocratique à Berlin. Les palais royaux sont vides, des grands seigneurs vivent dans leurs terres, maintenant sur les paysans leur influence séculaire. Ceux qui dépensent et qui s'amuse, ce sont les nouveaux riches. On les blague dans les music-halls; mais ce sont eux qui les font vivre.

Berlin, comme la Saxe, comme la Thuringe, comme la Ruhr, est un grand centre démocratique. La puissance des syndicats ouvriers est indiscutable. Ce sont eux qui ont fait échouer le coup d'Etat réactionnaire de Kapp. C'est sur eux que s'appuie le gouvernement qui est au pouvoir. L'Allemagne, officielle—j'entends Berlin—subit donc une évolution démocratique, à côté de laquelle ce que nous appelons, nous, un "gouvernement démocratique" paraît une plaisanterie que l'on peut pérorer. Ils sont passés, vraiment, d'un extrême à un autre, les Berlinois! Hier le Kaiser, demi-dieu, dans son uniforme de Loehring, au milieu d'une Cour féodale... Aujourd'hui le président Ebert, dont chacun célèbre la bonté et la simplicité, et qui ne possède un habit que depuis l'an dernier... Au reste, le chancelier d'Empire n'en a pas et se rend aux grands dîners officiels serré dans sa redingote.

Ce n'est pas sans émotion que j'ai pénétré hier dans le palais impérial. J'avais contemplé, il y a quinze ans, cette grande masse compacte, au dôme doré et qui, face à la cathédrale et aux musées, devant Dieu et devant les vestiges des siècles, symbolisait si bien la puissance sûre d'elle-même d'une formidable et orgueilleuse dynastie. Le va-et-vient des gardes impériales, les sentinelles figées, l'or des uniformes, l'argent des casques, toute cette figuration épique et baroque tenait à distance le passant pour lui faire sentir le peu qu'il était devant ce tabernacle de la monarchie germanique.

Maintenant, n'importe qui, sous la conduite d'un guide bavard, pour la somme d'un mark, c'est-à-dire pour moins d'un sou, pénètre dans le tabernacle vide. Le grand escalier d'honneur gravi, voici la salle des fêtes, aux marbres blancs où se tenaient les bals de Cour. L'estrade impériale n'a plus ses trônes; mais à côté, sur le coin du parquet, quelques taches brunes... Du sang des deux cents matelots bolcheviques massacrés pendant la révolution?—indique le guide qui semble penser à part lui: "Bien fait pour eux..."—Curieuse révolution! Singuliers sans-culottes! Ils se sont rués sur les parquets qu'ils ont arrachés pour faire des barricades; ils ont, par-ci, par-là, donné quelques coups de baïonnette à des tableaux offensifs; mais le grand portrait du Kaiser Wilhelm II, en pied, par exemple, qui, entre celui de son père et celui de son grand-père, présidait à la cérémonie, ils ne l'ont pas même égratigné. Aucune décoration n'est touchée. Le guide nous explique: "Les révolutionnaires ont déclaré qu'ils n'abîmeraient aucune œuvre d'art..." Bienfaits de la Kultur! Que n'a-t-elle suscité d'aussi respectables scrupules devant Louvain et devant Reims!... D'admirables Gobelins—l'histoire de Don Quichotte—ornent la galerie trop somptueuse où se dressaient les buffets et les tables des grands dîners impériaux; une large fenêtre s'ouvre au milieu de la galerie, donnant sur un balcon. C'est de ce balcon, qui domine la place, qu'il domine Berlin, qui domine l'Allemagne, qui semblait dominer le monde, que le Kaiser est apparu, le 1er août 1914, dieu de la guerre, casqué de l'aigle aux griffes toutes prêtes, retrouvé par tout un peuple frémissant, acclamé, porté aux nues, adoué par une foule frénetique et devant laquelle il semblait que le Walhalla finissait enfin par s'ouvrir. Et voici bientôt les appartements privés du Kaiser et de la Kaiserin, parsemés de magnifiques ou de gracieux meubles du dix-huitième siècle, bureaux, tables, commodes de Riesner et de Roentgen, sièges de Jacob, bronzes de Cafféri, etc. "Il n'y a que les Français qui ont du goût," risque le guide en souriant. Il ne croit pas si bien dire; car, sans aveuglement patriotique l'on peut être que ces merveilles n'ont rien à redouter des objets qui les entourent.

La profanation du palais est complète; nous pénétrons dans la salle de bains même du Kaiser, dans sa chambre de toilette où, devant la "kolossal" psyché, l'on s'imagine si bien Wilhelm II donnant à sa majesté un dernier coup d'oeil avant la parade; dans son cabinet de travail, enfin, dont les murs ont étouffé les disputes de Bismarck avec son jeune maître; où ils ont étouffé, surtout, les derniers conciliabules avant l'ordure suprême. Seule la chambre à coucher de l'Empereur est interdite, car il y a procès entre le gouvernement du Reich et lui pour le mobilier, que l'un et l'autre se disputent, et les scellés ferment les portes.

Heureux temps, où est-ce donc, où le roi de Prusse pouvait, dans notre langage, léguer à son peuple de si sages et de si doux conseils! Allemagne du temps de Goethe! Allemagne du temps des Allemands, avec ton génie propre, tes qualités sérieuses, tes vertus raisonnables, pourquoi as-tu voulu te transformer dans ce temple brutal de conquérants sans scrupules!... Ne pouvons-nous pas vivre, comme autrui, faisant aimer, toi les chansons, nous nos romances, d'un côté à l'autre du Rhin?... Hélas! pourquoi-t-il fallu que le roi Frédéric, de la fenêtre de cette bibliothèque, aimât tant—désolé—à regarder "Jouer ses soldats"!

Jouer au soldat! L'Allemagne a joué, et, après avoir tant gagné, voilà qu'elle a presque tout perdu. Jouera-t-elle encore? Est-elle guérie? Telle est la question, ici, qui vous hante.

Mystérieux pays. Il me semble que personne, à l'heure actuelle, ne peut s'en faire une opinion exacte. Les uns, qui vous disent: "L'évolution démocratique de l'Allemagne est un fait indiscutable," ont certainement raison; mais les autres, qui vous assurent que l'Allemagne courbe la tête sous l'orage, mais que rien n'est changé, ni dans ses sentiments ni dans ses projets, font évidemment pas tort non plus. En vérité, l'Empire traverse une crise dont personne ne peut prévoir comment elle se dénouera. L'autre soir, j'assistais, dans un quartier populaire de Berlin, à une représentation cinématographique, dans une immense salle bondée. Le film illustrait la jeunesse du grand Frédéric. Lorsque les soldats poméraniens défilèrent au pas de parade, lorsque le roi parut, couronné sur son trône, une moitié environ de la salle éclata en applaudissements, l'autre moitié ne broncha point. Quelle sera la propagande la plus forte?

(A suivre.)

LE PROBLEME DE LA NATALITE ET DES ISRAELITES

Au cours de la session annuelle qu'elle vient de tenir sous la présidence du grand-rabbin de France, l'Association des rabbins français a adopté la résolution suivante: "Le rabbinat français joint sa voix à toutes celles qui dénoncent le péril mortel que l'abaissement de la natalité fait courir à la nation et à la société. "Il ne se dissimule pas que les israélites, faisant partie de la population citadine et bourgeoise, ne sont pas épargnés par cette crise. "Envisageant la question sous son aspect religieux et moral, le rabbinat rappelle que le judaïsme condamne le célibat, voit dans la procréation le but même du mariage, et considère la famille nombreuse comme une bénédiction de Dieu. "Il adjure les israélites, qui se sont toujours distingués par leurs vertus de famille, à rester fidèles aux obligations et aux traditions du judaïsme. "Le rabbinat français applaudit à l'action des sociétés et institutions qui travaillent au relèvement de la natalité et exhorte les israélites à y adhérer en grand nombre."

STINNES OFFRE LA YOUGOSLAVIE UN PRET DE 100 MILLIONS DE DOLLARS

Les "Novosti", de Belgrade, organe gouvernemental, annoncent qu'un consortium financier, derrière lequel se trouve le fameux Hugh Stinnes, a offert dernièrement au gouvernement Yougoslave un prêt de 100 millions de dollars pour la construction de nouvelles lignes de chemin de fer reliant l'intérieur du pays avec les ports adriatiques.